Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3750

Solidaires : "Maintenant, c'est le changement"

- Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 14 mai 2012

Description :

Le communiqué de l'Union syndicale "Solidaires", le 6 mai

Rencontres Sociales

Le communiqué de l'Union syndicale "Solidaires", le 6 mai

Le gouvernement Sarkozy, c'est fini. Pour toutes celles et tous ceux, qui en ont combattu pendant les 5 dernières années les contre-réformes, les politiques sécuritaires, xénophobes et racistes, c'est une bonne nouvelle. Mais ce qui importe, pour les salarié-es, les chômeurs/ses, les retraité-es, les jeunes, c'est que la politique change, que la société ne soit plus organisée en fonction des besoins d'une petite minorité qui profite du travail des autres pour s'enrichir toujours plus.

La campagne électorale a été marquée par de nombreuses déclarations qui, sous prétexte de rallier l'électorat du Front National, contribuent à banaliser une pensée réactionnaire et porteuse d'exclusions.

François Hollande s'est fait élire Président de la République en promettant que « le changement c'est maintenant ». Changer de Président, c'est fait ; changer de gouvernement cela va être fait. Les élections législatives de juin peuvent donner aux partis de Gauche une majorité à l'Assemblée Nationale qu'ils ont déjà au Sénat. Pour que ce soit utile à tous, il faut des décisions concrètes. L'Union syndicale Solidaires réaffirme ses revendications et ses propositions alternatives qu'elle a portées dans les mobilisations sociales de ces dernières années. Nous ne pensons pas être dans une situation sociale permettant d'imposer que toutes celles-ci soient satisfaites dans la semaine. Mais, a contrario, certaines décisions peuvent être prises sans délai, et des engagements forts doivent être annoncés dès maintenant.

Maintenant, c'est le changement ?

* Augmentation immédiate du SMIC et des minimas sociaux (1 700 euros nets), des allocations-chômage et des pensions de retraite.

* Droit à la santé pour tous, par des mesures immédiates supprimant les déremboursements, les tickets modérateurs, les forfaits hospitaliers.

* Annulation des contre-réformes sur les retraites et embauche correspondante de jeunes.

* Suspension des plans de licenciements, droit de véto dans les Comités d'Entreprise, extension de l'obligation de création de CE aux entreprises de moins de 50 salarié-es. Arrêt des suppressions d'emplois dans la Fonction publique et les entreprises publiques

* Retour au public des services privatisés.

* Annulation des cadeaux fiscaux faits aux plus riches et de l'alourdissement des impôts les plus injustes (TVA), mise en place d'une fiscalité juste et redistributrice.

* Dénonciation des traités européens qui organisent le pillage des populations au profit des patrons et banquiers. Non ratification du « traité fiscal ».

Copyright © Rencontres Sociales

* Abrogation des lois antigrève.

Ces propositions sont de nature à répondre aux urgences sociales. Elles doivent s'inscrire dans un changement de politique qui tourne la page des politiques néolibérales et antisociales à l'oeuvre depuis trop longtemps. Un changement de politique doit mettre en avant la satisfaction des besoins sociaux de toutes et tous, la résorption des inégalités et des discriminations, la prise en compte de la nécessaire transition écologique et s'appuyer pour cela sur une autre répartition des richesses.

Nous avons aussi des revendications qui doivent être satisfaites dans les entreprises et les établissements. C'est par la mobilisation et la construction de rapports de forces que nous les imposerons au patronat.

Se débarrasser de Sarkozy est une chose, imposer une autre politique au marché et à la finance en est une autre.

Dès le lendemain de l'élection, les plans sociaux retardés pour raison électorale vont tomber en même temps, la finance va faire pression pour imposer plus d'austérité. L'expérience nous indique que le rapport de force est déterminant : pour que les droits acquis ne régressent pas, pour en gagner de nouveaux, un climat social revendicatif est indispensable, et l'Union syndicale Solidaires agira de tout son poids, dans l'unité, pour mobiliser.

6 mai, 20 heures.

Copyright © Rencontres Sociales